

Palestine : imposons la fin des massacres, du génocide, du déni d'humanité. Imposons des sanctions contre l'État d'Israël

Cela fait maintenant près de 14 mois que les Palestiniens et Palestiniennes de Gaza subissent l'horreur d'une guerre atroce menée contre leur existence même et qui se déroule sous nos yeux. Et cela fait plus de 10 mois que la Cour Internationale du Justice a ordonné des mesures pour stopper un génocide qu'elle considérait déjà comme plausible.

Depuis octobre, les massacres et la famine organisée se sont encore intensifiés dans le nord de la Bande de Gaza. Le nombre des personnes tuées et blessées, des destructions, des déplacements forcés de population, donne le vertige. **L'anéantissement par l'armée israélienne de toutes les infrastructures vitales se poursuit sans relâche.** Les rares témoins, intervenant pour des organisations humanitaires, décrivent une situation apocalyptique, une horreur à un degré qu'ils et elles n'ont jamais vu.

Les Palestiniens et Palestiniennes de Cisjordanie, y compris de Jérusalem-Est, subissent aussi sans arrêt les attaques de l'armée et des colons, les expropriations, les démolitions de maisons, les opérations de « nettoyage ethnique » par déplacement forcé des populations, les meurtres, les arrestations arbitraires.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens dénonce cette guerre contre tout un peuple qui prolonge une politique de dépossession du peuple palestinien à l'œuvre depuis des dizaines d'années.

Le cessez-le-feu qui est entré en vigueur au **Liban** ne peut faire oublier les bombardements israéliens d'une violence inouïe jusqu'au centre de Beyrouth, le déplacement d'un million de personnes, les destructions considérables et les milliers de morts. Le gouvernement israélien d'extrême-droite n'a pas abandonné l'option d'une guerre régionale, qui nous entraînerait vers l'abîme...

A l'approche de la fin de l'année, nous allons manifester en masse pour exprimer notre indignation et exiger que cela s'arrête. Nous n'acceptons pas la complicité de fait de nos autorités avec l'État d'Israël et la politique qu'il mène. Nous n'acceptons pas l'impuissance organisée. Nous n'acceptons pas que les principes du droit international, du droit humanitaire s'écroulent sous nos yeux et que nos institutions internationales soient ainsi mises à mal. L'État d'Israël viole systématiquement toutes les résolutions de l'ONU, il n'est pas acceptable de le laisser faire. Nous avons toujours dénoncé sans ambiguïté l'ensemble des crimes de guerre commis depuis le 7 octobre.

Les mandats d'arrêt émis par la Cour Pénale Internationale, notamment contre le Premier ministre israélien, contre l'ancien ministre de la Défense et un dirigeant du Hamas, constituent un événement considérable et sont révélateurs de la gravité de ce qui se joue aujourd'hui. Les déclarations de la France, qui a invoqué une immunité pour tenter de protéger les dirigeants israéliens, sont d'une totale indignité.

L'Assemblée Générale des Nations-Unies a réclamé le 18 septembre la fin de l'occupation israélienne du territoire palestinien occupé dans un délai de douze mois et appelé à des sanctions contre Israël. Mais que fait la France pour aller dans ce sens, alors qu'elle a voté pour cette résolution ?

Le Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens exige :

- Un cessez-le-feu immédiat et pérenne à Gaza, le retrait de l'armée israélienne et l'ouverture de tous les points de passage à l'aide humanitaire,
- La fin de l'occupation, de la colonisation et de la politique d'apartheid, conformément à la résolution de l'ONU du 18 septembre 2024.
- Le droit au retour des réfugiés palestiniens comme le stipule la résolution 194 de l'ONU.
- Le retrait immédiat de l'armée israélienne du Liban, et la pérennisation du cessez-le-feu,
- La libération de toutes les personnes détenues, qu'il s'agisse des otages détenus par le Hamas depuis presque un an, des plus de 10.000 prisonniers politiques palestiniens détenus au mépris du droit international, depuis des dizaines d'années pour beaucoup d'entre eux, et des milliers de Palestiniens de Gaza transférés dans des centres de détention et de torture.

- Un soutien matériel et politique à l'UNWRA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, honteusement attaquée par Israël,
- Un soutien sans ambiguïté à la Cour Pénale Internationale, et l'engagement d'appliquer ses décisions sans restriction ni réserve : **nous n'acceptons aucune immunité pour les criminels de guerre.**
- La protection des journalistes palestiniens et l'ouverture de Gaza à la presse internationale,
- La fin de l'impunité de l'État d'Israël, et des sanctions tant qu'il ne respecte pas le droit international :
 - o Un embargo sur toutes les livraisons d'armes, de munitions et de composants militaires à destination d'Israël,
 - o des sanctions diplomatiques,
 - o la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël,
- La reconnaissance par la France de l'État de Palestine dans le cadre du droit du peuple palestinien à l'autodétermination,
- La construction d'un avenir de paix entre les peuples palestinien et israélien fondé sur l'égalité des droits,
- Le respect de la liberté d'expression, de manifestation, de réunion.
- La lutte contre le racisme sous toutes ses formes dont l'antisémitisme, le refus de toute instrumentalisation de cette lutte et de tout amalgame.

Nous appelons la population de notre pays à une mobilisation sans précédent, partout en France pour crier notre indignation et exiger que nos demandes soient satisfaites. C'est notre humanité qui est insultée, nous ne laisserons pas faire. Il en va de notre responsabilité devant notre conscience et devant les générations futures.

A Paris, manifestation le 7 décembre, départ à 14h de la République.